A woman with a yellow and black patterned headscarf and a matching patterned dress is smiling while reading a book. The book she is holding has the title 'SU KEU KO SU KA KOM TUBU' and an illustration of a school building. In the background, a man is sitting on a bench, also reading a book. The setting appears to be a classroom or a community center with a wooden ceiling and walls.

La Division Afrique de l'Ouest et thème Education



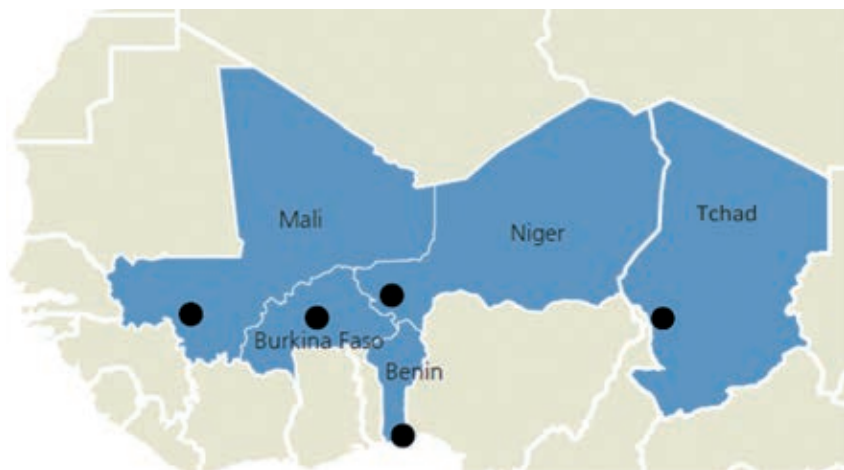
Schweizerische Eidgenossenschaft
Confédération suisse
Confederazione Svizzera
Confederaziun svizra

Direction du développement
et de la coopération DDC

La DDC en Afrique de l'Ouest

Malgré son fort potentiel, l'Afrique de l'Ouest demeure l'une des régions les plus pauvres du monde. L'explosion démographique, l'augmentation des conflits armés et la fragilité des Etats, les changements climatiques et leurs répercussions sur la sécurité alimentaire, ainsi que le manque d'éducation et de formation en sont les principales causes.

Au vu de l'engagement et de la persévérance dont font preuve les populations locales afin de faire face aux difficultés dans ces contextes souvent fragiles, la DDC accompagne et soutient leurs efforts dans leur quête d'une société meilleure. Elle accorde une grande attention au renforcement d'une région capable de s'insérer de manière plus équilibrée et stable dans la mondialisation.

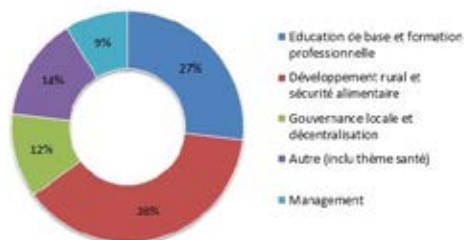


Les programmes de la DDC sont mis en œuvre par la Division Afrique de l'Ouest (DAO). Par souci d'efficacité, elle concentre son engagement sur cinq pays que sont le Bénin, le Burkina Faso, le Mali, le Niger et le Tchad. Elle focalise son action

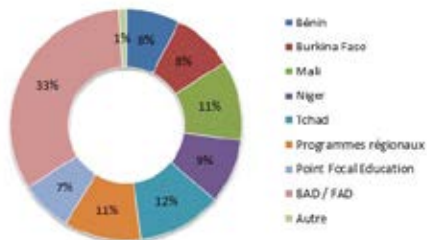
sur trois thématiques prioritaires : l'éducation de base et formation professionnelle, le développement rural et sécurité alimentaire et la décentralisation et gouvernance locale. Au Tchad, la DAO est également active dans le thème de la santé.

La répartition des dépenses de la DAO

Par thème



Par pays



La responsabilité du thème Education

La Division Afrique de l'Ouest (DAO) détient la responsabilité du thème de l'éducation pour la DDC compte tenu de son expérience dans le secteur aux niveaux de la coopération bilatérale, régionale et internationale. La DAO accueille le point focal Education avec qui elle définit les orientations stratégiques et gère le portefeuille des partenaires pour le thème.

Trois activités principales sont menées par le point focal Education :

Le dialogue politique aux niveaux national, régional et international : Le point focal Education soutient la DDC dans le dialogue politique aux niveaux suisse (ONG, Parlement, public), régional et international. Le dialogue politique a permis d'intégrer dans le nouvel agenda une vision holistique du système éducatif prenant différentes formes (classique, alternative et continue) et comprenant une diversité d'acteurs (publics, privés et civils), ainsi que la valorisation des connaissances et compétences de vie et en lien avec le travail.

Les partenaires : Le point focal Education est en charge de la gestion du portefeuille des partenaires engagés dans le renforcement des systèmes éducatifs et œuvrant pour le respect du droit à l'éducation. La DDC intervient aux niveaux international, régional, national et local. Elle soutient une diversité de partenaires : partenaires étatiques (au niveau central et décentralisé), organisations multilatérales, réseaux et associations de la société civile et instituts de recherche. Ses appuis se font par le biais de l'aide budgétaire générale et sectorielle, des fonds communs, des programmes spécifiques ou l'appui à des partenaires de la société civile.

Le réseau Education : Le réseau Education compte sur les membres internes à la DDC, ainsi que sur ses membres externes, y compris ses partenaires, pour améliorer la qualité des programmes grâce aux échanges d'expériences, à l'apprentissage mutuel et à la réflexion sur les engagements et les résultats atteints. Le réseau Education est également un lieu de débat sur les principaux enjeux et défis en matière de politique d'éducation et d'aide au développement. Le réseau est accessible à l'adresse suivante : www.shareweb.ch/site/Education.

Les relations avec la Banque africaine de développement (BAD)

La Division Afrique de l'Ouest (DAO) assume la responsabilité institutionnelle des relations avec la Banque africaine de développement (BAD). Cette institution financière multilatérale a pour objectif l'amélioration des conditions de vie des populations africaines grâce à l'investissement dans les secteurs clés de la lutte contre la pauvreté. La BAD accorde une place centrale aux infrastructures, à la gouvernance au secteur privé, à l'enseignement supérieur et à la formation

professionnelle et à l'intégration régionale. Les questions de genre, du changement climatique et des Etats fragiles font également partie de son mandat.



Education de base & formation professionnelle

Si de nombreux progrès ont été réalisés en termes d'accès à l'éducation, le manque d'équité et de qualité des systèmes éducatifs et de formation en Afrique de l'Ouest demeure un obstacle majeur à la réduction de la pauvreté. Afin d'y remédier, la Division Afrique de l'Ouest (DAO) soutient les initiatives locales visant à garantir une éducation de base et une formation professionnelle de qualité, plus inclusives et qui permettent aux jeunes et aux adultes de s'insérer dans la vie communautaire, économique et politique.

Priorités et exemples de résultats :

Soutenir un accès équitable à l'éducation

Au Tchad, le soutien apporté à 243 écoles et au Ministère de l'éducation a permis la formation de plus de 38'000 élèves, dont 45% de filles. 114 centres d'alphabétisation ont également accueilli plus de 6'000 adultes, dont 66% de femmes.

Améliorer la qualité et la pertinence de l'offre éducative

Au Burkina Faso, la DDC a contribué à former plus de 13'000 formateurs d'enseignants et maîtres d'apprentissage. En agissant au niveau des écoles normales supérieures, les effets sont ressentis à l'échelle nationale.

Renforcer le lien entre éducation de base et formation professionnelle

Au Niger, plus de 7'000 jeunes fréquentent des centres de formation offrant à la fois des connaissances de base et des compétences pratiques nécessaires à l'exercice d'une activité professionnelle.

Favoriser la gestion décentralisée des systèmes éducatifs

Au Mali, la DAO soutient 300 comités de gestion scolaire chargés de la mise en œuvre de projets de développement pour les écoles. Elle appuie également 192 collectivités qui forment des enseignants et améliorent la santé à l'école.

« Quand j'ai fini l'école coranique, j'ai décidé de faire un apprentissage de couture pour mon avenir. Mais on m'a informé qu'il me manquait des capacités pour parler avec les clients, écrire et lire aussi. Donc c'est pour cela que je suis allé m'inscrire aux cours du soir d'alphabétisation. Maintenant, je sais lire, prendre les mesures de mes clients et aussi parler avec les clients. »

Kader Kouanda, Couturier et élève des cours du soir au Burkina Faso



Développement rural & sécurité alimentaire

Plus de 60% de la population de l'Afrique de l'Ouest vit en milieu rural et tire l'essentiel de ses ressources des activités agricoles. L'agriculture souffre d'une faible productivité en raison des fortes contraintes climatiques et d'une utilisation de techniques de production inadaptées. La DAO soutient les initiatives permettant aux familles rurales d'agriculteurs de transformer les systèmes de production dans le sens d'une intensification durable et appuie les communautés pour améliorer l'irrigation, la transformation des denrées et la commercialisation des produits. Elle accorde une grande importance à l'émergence d'une économie rurale capable de procurer des revenus décents aux producteurs et d'assurer la sécurité alimentaire.

Priorités et exemples de résultats :

Renforcer les capacités des organisations de producteurs

En Afrique de l'Ouest, le renforcement des capacités des organisations paysannes leurs a permis une meilleure maîtrise des problématiques et la mise en œuvre de leur plaidoyer. Elles ont pu influencer et aboutir à l'adoption de différentes lois et stratégies nationales et régionales compatibles avec l'intérêt de la paysannerie.

Soutenir l'intensification durable et la diversification agricole

Grâce au soutien de la DDC en termes de gestion de l'irrigation, d'accès à des services de vulgari-

sation et aux intrants agricoles, les producteurs burkinabés ont bénéficié d'un accroissement de 40% des rendements avec 20% d'économie d'eau.

Intégrer les petits paysans dans les chaînes de valeur

Au Bénin, 18'900 producteurs et éleveurs, dont 4'216 femmes, ont profité de différents types de service (formations, campagnes de vaccinations, accès à l'eau productive, etc.). 62% des personnes constatent une hausse de leurs revenus.

Sécuriser l'accès aux moyens de production

Au Niger, la DDC a favorisé l'inscription des couloirs de transhumance balisés dans le registre foncier rural et la mise en place de commissions locales de règlements des conflits. Cela a permis une diminution de 75% des conflits liés au foncier dans la région pastorale de Dakoro.

« Avec le maraîchage, je ne pars plus en exode. C'est un soulagement pour ma famille. Aujourd'hui, je récolte deux fois dans la saison. Le premier bienfait, c'est la sécurité. J'ai aussi maintenant de la nourriture toute l'année et je peux en vendre. »

Tahirou Laouali, Maraîcher ayant suivi une formation professionnelle en agriculture au Niger



Gouvernance locale & décentralisation

Afin de rapprocher les citoyennes et citoyens des centres de décision et de mieux répondre aux attentes de la population en termes d'accès à des services de base de qualité, une grande partie des Etats ouest-africains ont débuté un processus de décentralisation. Or, faute de moyens techniques et financiers, les autorités locales peinent à fournir des services publics performants à leurs habitants. La DAO soutient ces processus de décentralisation afin de garantir l'accès à des services publics locaux de qualité, notamment en favorisant l'autonomie financière des collectivités territoriales et la participation des citoyennes et citoyens dans les processus de décision.

Priorités et exemples de résultats :

Renforcer les compétences et les capacités des collectivités locales

Au Mali, grâce à la gestion de 40 marchés aménagés, les collectivités de Sikasso et Mopti génèrent des recettes, qui sont réinvesties dans les infrastructures sociales destinées à améliorer l'accès aux services sociaux des populations défavorisées.

Garantir la participation citoyenne et la représentativité politique

Au Niger, la concertation entre citoyens, communautés, associations socioprofessionnelles et opérateurs économiques a abouti à un processus de renforcement de capacités des collectivités permettant une gouvernance locale transparente et redevable envers les citoyens.

Améliorer l'efficacité et la qualité des services publics locaux

Au Burkina Faso, 25'000 habitants ont accès à l'eau potable et à de meilleures conditions d'hygiène. Le nombre de centres d'état civil est passé de 25 à 35 en 2014.

Assurer l'accès à la justice

La DAO prévoit de développer prochainement des nouveaux programmes d'accès à la justice.

« La femme est le levier du développement local. Un conseil communal sans femmes est comme un ménage sans mère. Population de Nikki, soutenons les femmes candidates ! »

Panneau affiché devant la Mairie de Nikki, partenaire de la DDC au Bénin



Thèmes transversaux

Le genre

Les inégalités de genre sont un enjeu central dès lors qu'elles empêchent la valorisation des ressources et des potentialités des femmes comme des hommes. Il s'agit à la fois d'un problème de justice sociale et d'efficacité dans le développement. Si la plupart des pays ont adopté des politiques prenant en compte le genre, leur mise en œuvre se heurte à des résistances multiples.

La DAO prend systématiquement en compte les opportunités, les contraintes et les besoins spécifiques des femmes et des hommes. Elle soutient la mise en œuvre des politiques nationales « genre » adoptées par les pays.

La gouvernance

Malgré des progrès dans quelques domaines, de nombreux obstacles à un développement effectif des pays de l'Afrique de l'Ouest résident dans une gouvernance insuffisante. Le manque de volonté, de capacités et de compétences des autorités politiques et administratives, ainsi qu'une aptitude limitée de la société civile à faire entendre sa voix et d'influencer les politiques en sont les principales causes. Ce vide n'a pu être comblé par des mécanismes de redevabilité efficaces.

Face à ces enjeux communs à tous les secteurs d'intervention, la DAO promeut la gouvernance de façon transversale autour de trois axes que sont la gouvernance locale et la décentralisation, l'application généralisée des principes de bonne gouvernance et la gestion sensible aux conflits.

Démographie

Avec une augmentation de plus de 200% de sa population d'ici à 2050 – 60% des habitants ont moins de 25 ans – l'Afrique de l'Ouest connaît une des plus fortes dynamiques démographiques du monde. Dans le même temps, le rapport rural/urbain s'inversera pour s'établir à 40/60. Cette explosion démographique pose de très grands défis au développement de toute la région. Ses conséquences sur la croissance économique, sur l'aménagement du territoire et sur la demande

en services sociaux et en emploi pour une population très jeune sont déjà très importantes. La DAO tient compte de cet aspect dans l'ensemble de ses actions et met en place des mécanismes visant à massifier l'impact de ses interventions.

Contacts

Direction du développement et de la coopération DDC

Division Afrique de l'Ouest et Education

Freiburgstrasse 130, 3003 Berne

Tél : +41 (0)31 322 34 75

Fax : +41 (0)31 322 63 30

E-mail : deza-dao@eda.admin.ch

www.ddc.admin.ch

Bureau de la coopération suisse au Bénin

08 BP 0123 Cotonou, République du Bénin

Tél : +229 21 31 47 37/38

Fax : +229 21 31 47 55

E-mail : cotonou@eda.admin.ch

www.eda.admin.ch/countries/benin

Bureau de la coopération suisse au Burkina Faso

01 BP 770, Av. Kwamé N'Krumah, Ouagadougou, Burkina Faso

Tél : +226 50 30 67 29

Fax : +226 50 31 04 66

E-mail : ouagadougou@eda.admin.ch

www.eda.admin.ch/countries/burkinafaso

Bureau de la coopération suisse au Mali

2386 BP, Rue 28, Bamako, République du Mali

Tél : +223 20 21 73 62

Fax : +223 20 21 81 79

E-mail : bamako@eda.admin.ch

www.eda.admin.ch/countries/mali

Bureau de la coopération suisse au Niger

267, rue du Souvenir, Niamey, Niger

Tél : +227 20 73 39 16

Fax : +227 20 73 33 13

E-mail : niamey@eda.admin.ch

www.eda.admin.ch/countries/niger

Bureau de la coopération suisse au Tchad

1102 BP, Quartier Sabangali, N'Djaména, Tchad

Tél : +235 22 51 73 14

Fax : +223 20 21 81 79

E-mail : ndjamena@eda.admin.ch

www.eda.admin.ch/countries/tchad